

**ALIMENTATION, ENERGIE, CARBURANTS, MUTUELLES, ...**

**TOUT AUGMENTE !**

### **Afin de financer les cadeaux aux plus riches et aux actionnaires**

- **35 Milliards d'Euros** d'exonérations de cotisations sociales perçues aux entreprises,
- **27 Milliards** de crédit « impôt compétitivité emplois » perçus par les plus grandes entreprises,
- **6 Milliards** de crédit « impôt recherche » perçus également par les plus grandes entreprises,
- **5 Milliards** de réforme de l'impôt sur la fortune rendus aux très riches,
- **100 Milliards** d'exil fiscal (nouveaux chiffres de 2018)

**TOTAL : 173 Milliards** qui ne sont pas redistribués à l'intérêt général :  
L'indécence à son plus haut point !

### **Le gouvernement multiplie les mesures anti-sociales**

- Gel du SMIC,
- Gel du point d'indice
- Baisse des allocations familiales,
- Baisse des APL,
- Baisse des pensions de retraite avec la hausse de la CSG,
- Baisse des allocations pour les rares chômeurs indemnisés.

**Pour toutes ces raisons des centaines de milliers de salariés, de retraités et de chômeurs sur des initiatives personnelles, relayés par les réseaux sociaux se sont mobilisés pour dire non à la perte de pouvoir d'achat et à l'injustice fiscale. Toutes ces revendications exprimées de façon spontanées ont toujours été portées par la CGT.**

Avec les 100 Milliards d'€ par an de fraude fiscale, (selon le rapport du syndicat Solidaire Finances publiques dévoilé jeudi 16 novembre 2018 dans le journal Marianne), on pourrait recouvrir le déficit budgétaire annuel de la France qui s'élève quant à lui à 80 Milliards d'€.

C'est 1,5 fois ce que les français payent chaque année au travers de l'impôt sur le revenu.

Enfin avec la privatisation de la SNCF, ce gouvernement organise la fermeture de dizaines de lignes de train et la fin du fret ferroviaire au profit du tout voitures et du tout camion.



La TVA sur les transports en commun est de 10 % alors que les patrons du transport routier bénéficient de nombreuses exonérations ou que le kérosène des avions et des bateaux n'est pas taxé...

À la différence de l'impôt sur le revenu, ces taxes sur les carburants sont (comme la TVA) les impôts les plus injustes, frappant sans discernement les salariés et non-salariés quelque-soient leurs revenus.

**E. Macron et E. Philippe veulent aussi empocher 23 milliards d'euros de taxes sur les énergies fossiles, certainement pas pour répondre à l'urgence écologique : peu d'argent sera consacré au développement des énergies renouvelables !**

**Avec une autre répartition des richesses créées par le travail, il est possible de répondre à l'urgence sociale comme à l'urgence écologique :**

- Augmentation des salaires dans le privé et pour les fonctionnaires, fin du gel du point d'indice, augmentation des retraites, des allocations et des APL. Pas de SMIG à moins de 1800€ brut/mois. Des retraites décentes à 1500€ net/mois !
- Taxe sur les pollueurs comme TOTAL (et ses 10 milliards de profit). Le 25 octobre dernier, TOTAL a reçu le feu vert du Préfet de la Guyane, pour un forage d'hydrocarbures off-shore, alors que les massifs coralliens se trouvent à une vingtaine de km seulement ! Avec de telles décisions, comment ce gouvernement, en augmentant la taxe sur les carburants, peut-il se prétendre écologique ?!?
- Suppression de la TVA sur les transports en commun qui doivent être développés et GRATUITE des transports pour tous !
- Arrêt de la privatisation de la SNCF et de la fermeture de centaines de lignes ferroviaires.

**Alors que la colère sociale s'exprime dans tout le pays contre la politique injuste de Macron, la CGT qui a organisé plusieurs manifestations en septembre et octobre dernier, sur le pouvoir d'achat et les retraites, entend contribuer à la construction d'une mobilisation d'ensemble.**